



HAL
open science

De la nécessité du dialogue dans le développement des agricultures urbaines.

Anne-Cécile Daniel, Kevin Morel

► **To cite this version:**

Anne-Cécile Daniel, Kevin Morel. De la nécessité du dialogue dans le développement des agricultures urbaines.. Revue Objectif Grand Paris, 2015, automne 2015, pp.25-26. hal-02945722

HAL Id: hal-02945722

<https://hal.inrae.fr/hal-02945722>

Submitted on 22 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De la nécessité du dialogue dans le développement des agricultures urbaines

La tribune d'Anne-Cécile Daniel et Kevin Morel

UMR SADAPT, INRAE, AgroParisTech, Université Paris-Saclay

Pour citer :

Daniel, A.C, Morel, K., 2015. De la nécessité du dialogue dans le développement des agricultures urbaines. Objectif Nouveau Grand Paris (automne 2015) : 25-26.

On parle beaucoup en Ile-de-France de cette agriculture urbaine qui prétend développer ou renouer le lien entre le rural et l'urbain, deux milieux souvent présentés comme antinomiques. Offre alimentaire, valorisation des déchets organiques, partage de ressources (foncier, eau, main d'œuvre), création des paysages, bien-être des citoyens... L'agriculture urbaine entretient des liens fonctionnels forts avec la ville. Ces projets, qui peuvent être marchands ou non, se traduisent par une grande diversité de forme et de produits : cultures sur les toits, en pleine terre, en hydroponie, élevage, apiculture, jardins, associatifs, etc. Aujourd'hui, alors que la déconnexion des citoyens à la terre s'accroît, l'agriculture pourrait jouer un rôle dans la dynamique des villes, notamment par son rôle nourricier, paysager, social et générateur de sens.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres et les projets consistants peinent en réalité à voir le jour de manière significative... Pour les élus et les aménageurs, l'agriculture reste une activité souvent méconnue et difficile à appréhender. Les outils tels que le PLU (plan local d'urbanisme) sont déjà questionnés dans leur capacité à pérenniser des installations agricoles classiques. Pourront-ils le faire pour des installations d'agriculture urbaine qui, à bien des égards, s'en différencient ? De plus, les élus et aménageurs qui souhaitent développer une ferme sur leur territoire ont souvent des difficultés à trouver un positionnement juste vis-à-vis des futurs paysans urbains – appelons-les ainsi.

D'un côté, les personnes qui font le choix de devenir paysans souhaitent être maîtres de leur projet, modeler et faire évoluer leur ferme à leur image, condition forte de réussite d'un projet agricole. De l'autre côté, les aménageurs, légitimement soucieux de l'impact de la ferme sur la ville, souhaitent s'impliquer dans la conception du projet et s'assurer d'un certain nombre de garanties de la part du paysan.

Cependant, la formulation d'un cahier des charges trop rigide ou peu réaliste pour le futur paysan peut l'amener à se sentir dépossédé de son rôle de créateur de ferme et lui compliquer la tâche déjà ardue de l'installation. La place juste des collectivités n'est pas tant la conception détaillée d'un projet théorique que le soutien et la facilitation de l'installation en favorisant l'accès au foncier, à l'eau, à un logement pour le paysan, l'autorisation de construire une serre, la sensibilisation à la consommation locale, un contrat stable pour l'approvisionnement des restaurants gérés par la collectivité etc.

Un autre défi des agriculteurs urbaines concerne leur viabilité économique dans la mesure où d'autres fonctions que la production productive sont attendues par la ville. Est-il possible de

générer une marge suffisante via la production si du temps de travail est consacré de manière non rémunérée à gérer les déchets organiques de la ville, faire des animations pédagogiques et répondre aux multiples sollicitations des urbains ?

De plus, la production agricole et sa commercialisation peuvent faire face à certaines difficultés spécifiques au milieu urbain comme entre autres le vol, les problèmes de circulation et d'accessibilité, et la nécessité de réaliser des analyses coûteuses pour garantir la qualité des produits face aux risques de pollution.

Bien que la multifonctionnalité des projets d'agricultures urbaines et les services écosystémiques rendus à la ville (îlot de fraîcheur, corridor écologique, etc.) soient reconnus, certaines villes seraient peut-être tentées de percevoir ces activités comme une manière non coûteuse de gérer les espaces verts tout en bénéficiant d'une image positive plutôt que comme un secteur de développement à soutenir et aider. A l'heure actuelle, ce sont les acteurs privés (grandes entreprises, fondations, mécènes) qui aident financièrement le développement des agricultures urbaines.

La question des compétences et de la formation des porteurs de projet d'agricultures urbaines est également fondamentale. Pour l'instant, les personnes intéressées par ce type d'initiatives sont plutôt très diplômées mais ne sont pas issues du milieu agricole et manquent d'expérience significative. Ce profil leur donne l'avantage de ne pas être formatées par le moule agricole classique et leur confère une grande capacité d'innovation et d'inventivité.

Cependant, l'acquisition d'un bagage minimal de compétences techniques reste un défi. A ce titre, des liens avec le milieu agricole en termes de formation et d'accompagnement pourraient être très profitables.

Globalement, les agricultures urbaines peuvent être vues comme un moyen de faire dialoguer villes et campagnes. Cependant, ce dialogue ne doit pas être perçu comme une retombée à long terme mais comme un prérequis nécessaire au développement des initiatives elles-mêmes.